

A la veille des élections au Nigéria, zoom sur une superpuissance continentale qui est passée en quelques mois seulement de l'euphorie générale au désespoir et à l'angoisse : Volatilité des prix des matières premières, corruption, populisme, absence de débats de fond et lutte contre Boko Haram sont les principaux enjeux d'une élection à hauts risques.

Le Paradoxe Nigérian. Pays le plus peuplé d'Afrique avec ses 180 millions d'habitants (il atteindra les 260 millions en 2050 selon les prévisions de la BAD), premier producteur d'hydrocarbures du continent avec une production quotidienne de 2,5 millions de barils et première puissance économique africaine en 2014 en termes de PIB (510 milliards USD à la suite de l'évolution de la méthode de calcul du PIB), tout laissait croire que le Nigéria (et sa croissance annuelle moyenne de 7% sur la dernière décennie) rejoindrait dans des délais relativement courts, le club très fermé des Grands Emergents, les BRICS. Ces chiffres, contrairement à ce que pouvaient légitimement laisser entendre, il y a encore moins d'un an, les responsables nigériens, l'ultramédiatisée ministre des Finances Ngozi Okonjo-Iweala en tête, doivent être aujourd'hui totalement relativisés.

A cause essentiellement de la chute historique des cours du pétrole, première source de revenu de l'économie nationale, et ce malgré les tentatives plus ou moins réussies de diversification, le Nigéria et son économie changent, en effet, de statut. La capitalisation de la Bourse de Lagos, qui a connu son plus haut niveau historique en juillet dernier, s'est totalement effondrée au cours des cinq derniers mois avec une perte estimée de 21 milliards d'euros. Le Naira, la monnaie nationale, s'est également effondrée à cause de la baisse des réserves de change qui dépendent à 90% des exportations des produits pétroliers. Les nombreuses réformes lancées par un gouvernement se proclamant totalement volontariste, souffrent également de la baisse des recettes fiscales de l'Etat.

S'il est vrai que la croissance nigérienne a été portée par l'explosion de l'économie des services, surfant notamment sur la croissance annuelle de 2,8 % de la population nationale, le FMI table cependant sur une croissance de 4,8% du Nigéria en 2015 au lieu des 7,3% initialement annoncés. Cette nouvelle réalité de l'économie nigérienne, oblige le gouvernement, aujourd'hui en campagne électorale, à revoir ses stratégies et à retarder les grands plans d'industrialisation promis depuis quelques années, en mettant dans les tiroirs des réformes stratégiques, telles que celle de l'agriculture, pourtant très attendue par les populations rurales.

La conjoncture économique du Nigéria, également handicapée par une « tradition de corruption » installée à l'ensemble des étages de l'administration, ne permettra pas à court terme de résorber le très fort taux de chômage (24% de la population active), de combattre l'explosion de l'informel et de lutter contre les très fortes disparités économiques, victimes notamment de l'absence de distribution équitable des richesses. Pour illustrer ces différences, le taux de pauvreté dans le Nord du Nigéria enclavé et à très forte majorité musulmane dépasse les 50%, alors que dans la région de Lagos il est de l'ordre de 20%. De là à y voir une relation directe entre la situation sécuritaire dans le Nord-Est du pays, sous contrôle quasi exclusif depuis cet été de Boko Haram, il n'y a qu'un pas, que tous les experts franchissent.

Le joug de Boko Haram. Secte islamique créée au Nigeria en 2002, Boko Haram, signifiant « L'éducation occidentale est un pêché », illustre, tout comme Daech, la récente transformation de la doctrine Djihadiste, qui évolue du rejet radical du modèle contemporain à la création par la terreur d'un Etat-Nation. C'est à partir du mois d'août 2014 que le parallèle entre Boko Haram et l'organisation de l'«Etat Islamique » peut être établi. Le leader de la secte Abubakar Shekau avait alors, à son tour, proclamé (quelques semaines après Al Baghdadi), depuis la ville de Gwaza dans l'Etat de Borno, la création d'un Califat dans les zones contrôlées par Boko Haram. En réaction, les opérations lancées par l'armée nigériane dans le Nord-Est du pays pour enrayer les avancées de la Secte se sont soldées par de nombreux échecs, faisant des milliers de morts et de déplacés parmi les populations locales. Avec plus de 80 000 hommes, des équipements militaires de premiers choix et des officiers hautement qualifiés, comment expliquer la forfaiture de l'armée du Nigéria, puissance continentale, dans cette lutte permanente contre Boko Haram ?

Les pistes d'explications sont à trouver dans les déclarations des leaders de Boko Haram. L'armée subit, en effet, une humiliation permanente de la part du leader Shekau. A travers ses nombreuses vidéos et communications, le leader de la Secte multiplie les injonctions contre l'armée : « fuyards », « lâches », « corrompus », etc. Au-delà des discours de propagande Djihadiste, les attaques des responsables de Boko Haram contre les officiers et militaires nigériens semblent être justifiées. En effet, de très nombreuses défections d'officiers et de soldats nigériens ont été rapportées par les populations locales. Contrecoup immédiat, puisque l'armée nigériane se révèle être indirectement – et directement à travers des transactions de plus en plus courantes entre soldats et djihadistes – le premier fournisseur d'armes et d'équipements de Boko Haram.

Pour de nombreux spécialistes des questions militaires, l'armée nigériane, certes traditionnellement et notoirement corrompue, souffre également d'une érosion de la chaîne de commandement depuis la crise postélectorale de 2011, ce qui gangrène terriblement l'efficacité

de l'armée. Autre handicap supplémentaire, les militaires et les officiers sont majoritairement issus du Sud chrétien. Ils ne maîtrisent absolument pas les langues, traditions et coutumes locales, ce qui entrave fortement les rapports de confiance entre l'armée et les populations du Nord, dont la sympathie pour l'armée ou pour Boko Haram fluctue selon les intérêts – à court terme – des uns et des autres. Il sera pertinent d'observer les réactions des populations du Nord-Est à la récente allégeance faite par Shekau à l'organisation de l'« Etat Islamique ».

L'émergence tchadienne. Aujourd'hui face aux échecs répétés de l'armée nigériane l'action régionale menée par l'armée tchadienne, intégrant ses homologues camerounaise et nigérienne, a très largement démontré son efficacité. De nombreuses villes, dont notamment Damask, ont été reprises sous l'impulsion de l'armée tchadienne. Il a fallu attendre de longs mois pour que le Nigéria accepte de coopérer (en lui donnant accès à son territoire) avec cette force régionale, composée de près de 10 000 hommes, dont le commandement opérationnel est basé à N'Djamena. L'hésitation de Goodluck Jonathan était motivée par des considérations de sauvegarde de sa souveraineté nationale. La déconfiture de l'armée nigériane et la percée de Boko Haram ont eu raison de cet argument. La pression de l'Occident sans doute également. Il faut, en effet, croire que pour les Etats-Unis, la France et le Royaume Uni, Idriss Deby, avec son « track record » au Mali et au Centrafrique, est un interlocuteur légitime et crédible, ce qui n'est pas forcément le cas d'un Goodluck Jonathan en campagne électorale.

Les élections cristallisent les tensions Nord-Sud. Le report au 28 mars des élections présidentielles initialement prévues le 14 février, a exacerbé les tensions dans un pays en crise. Au-delà du spectre Boko Haram qui plane sur le bon déroulement des élections dans le Nord du pays, les prochaines échéances électorales risquent fortement d'accentuer la fracture entre le Nord musulman pauvre et le Sud chrétien riche. Muhammadu Buhari, principal adversaire de Goodluck Jonathan, peut compter, sans surprise sur le soutien des populations du Nord. Au Sud, on l'accuse de connivence et de complaisance avec Boko Haram. Les partisans de Buhari, accusent Goodluck, mis en ballotage dans les sondages, d'avoir reporté les élections, pour lui donner plus de temps dans l'organisation de fraudes à même de garantir sa victoire.

La situation économique et sécuritaire du pays ne permet pas l'émergence d'un véritable débat politique serein. L'absence de programmes électoraux distincts et crédibles, favorise donc le débat autour des personnes et non autour d'idées sensées être portées par les différents candidats. Dans une tribune, largement commentée, un ancien Gouverneur de la Banque Centrale, a annoncé qu'aucun des candidats ne sera en mesure de réaliser les promesses économiques qu'il propose. L'ancien Président Obasanjo, figure tutélaire du PDP, le parti au pouvoir, et mentor de Goodluck, a publiquement critiqué ce dernier, qu'il suspecte de fomenter un « scénario à la Gbagbo ». En exhortant ses partisans à soutenir Buhari, il a cassé le consensus faisant foi au sein de la communauté chrétienne visant à soutenir Goodluck

Jonathan.

Le Président sortant reste cependant fortement soutenu par les élites nigérianes – au sud - désireuses, sans doute, de protéger leurs avantages et intérêts. Ces dernières semaines, oubliant l'accord d'Addis-Abeba du 31 janvier dernier, qui a conforté Idriss Déby dans son rôle de leader régional dans la lutte contre Boko Haram, il tente de s'affirmer comme l'interlocuteur nigérian idéal de la communauté internationale. C'est dans ce contexte qu'il faut placer la tentative maladroite et totalement électoraliste de Goodluck Jonathan de se rapprocher du Maroc, qui jouit d'une influence culturelle considérable au Nord du Nigéria. La réaction officielle du Nigéria au communiqué du Ministère marocain des Affaires étrangères, qui a conduit au rappel de l'Ambassadeur du Royaume à Abuja, démontre clairement que l'initiative du Président du Nigéria correspond davantage à une manœuvre électorale qu'à une volonté de renouer clairement avec le Maroc.

A quelques jours des élections, il faut se souvenir que les dernières présidentielles de 2011, tenues dans un contexte beaucoup plus favorable et apaisé, et dont le résultat final avait dégagé une très nette différence entre les deux principaux candidats de nouveau en lice en 2015, avaient connu de nombreuses irrégularités, notamment dans le Nord du pays. D'importantes manifestations et la mort de plus d'un millier de citoyens avaient plongé le pays dans l'une de ses plus graves crises postélectorales. Dans un contexte de recul économique, de crise sécuritaire au Nord et de fortes suspicions de fraudes, les prochaines élections présidentielles seront observées avec beaucoup d'attention par la communauté internationale. Le ton est donc donné. En coulisses, Idriss Déby se positionne pour être le prochain médiateur d'une nouvelle crise politique, de plus en plus certaine, au Nigéria.

Brahim FASSI FIHRI

Président Fondateur de l'Institut Amadeus